

# APRÈS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES....

Engagées depuis plusieurs années dans un processus de privatisation, les universités peinent à fonctionner : charges de travail en constante augmentation pour le personnel, fermetures de filières et de services, dysfonctionnements permanents, sélections arbitraires des étudiant-e-s, retards de paiement pour certaine-e-s employées, etc.

## A QUELLE SAUCE VONT ÊTRE MANGÉES LES UNIVERSITÉS ?

C'est dans ce contexte que la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), le 21 février dernier, a adressé une lettre ouverte à le ou la prochain-e Président-e de la République. La CPU, véritable lobby des présidences d'universités, orientent fortement les politiques en matière de réformes universitaires et fait figure de "Medef des facs", d'autant que les universités "gèrent" désormais leur masse salariale. Solidaires Etudiant-e-s a eu sélectionné les passages de cette lettre qui annoncent les réformes à venir. Car nombre des propositions de la CPU trouvent déjà grâce auprès de nombreux/euses candidat.e.s aux élections présidentielles à venir.

## PAS D'ÉTUDES POSSIBLES POUR LES PLUS PRÉCAIRES:

Selon la CPU : « les chiffres convergent sur le besoin de 1 milliard d'euros additionnel par an dans les cinq années sur le prochain quinquennat avec l'objectif d'une dépense atteignant 5 % du PIB. (2 % enseignement supérieur et 3 % recherche), et avec la question de sa répartition entre l'État, les régions, les entreprises, ainsi que les familles ». C'est très clair : les « familles », et donc les étudiant-e-s et leurs parents, devront « assumer » plus de dépenses, ce qui signifie une hausse des frais d'inscription.

Pour se donner un ordre d'idées, en 2012, ceux-ci ont bondi en Grande-Bretagne, passant de 3 800 € à 10 800 € par an....

Autant dire que si les entreprises et les régions financent directement les universités, nos études risquent d'être encore un peu plus orientées vers les besoins de l'économie de marché. En d'autres termes, il s'agira de transformer les étudiant-e-s en travailleur-e-s adaptés-e-s au marché du travail ; plutôt que de leur proposer des enseignements fondamentaux et des savoirs critiques.

## LE PIÈGE DE LA SÉLECTION:

La CPU est très claire sur l'avenir de la sélection à l'Université : ce sera pour toutes et tous. En effet, nos présidences d'université réclament que la possibilité soit laissée aux établissements d'avoir des « filières sélectives dès la licence. Les universités doivent garder des missions larges d'ouverture et des promotion sociale, mais ne doivent-elles pas aussi, y compris pour cela, pouvoir décider d'avoir des filières sélectives dès la licence ? ».

Dans un raisonnement absurde, sous couvert de maintenir un service au plus grand nombre, il faudrait pouvoir en limiter l'accès à certaines personnes. Pour nous, c'est inadmissible, dans la mesure où l'Université doit être accessible à tout-e-s, sans discrimination de quelconque nature. L'enseignement supérieur est un droit fondamental qui ne saurait être réduit pour des questions budgétaires.

## L'ACCROISSEMENT DE L'AUTONOMIE DES UNIVERSITÉS : UNE FAUSSE BONNE IDÉE :

Enfin la CPU réclame encore et toujours plus d'autonomie pour les universités. Même si cette idée peut paraître séduisante, il ne faut pas s'y tromper. Il s'agirait de poursuivre dans la voie de l'ouverture croissante au privé. La CPU préconise ainsi « *la poursuite du mouvement accordant plus d'autonomie aux universités, la reconnaissance de la diversité de leurs formes d'excellence et leur différenciation selon leur potentiel et leur environnement.* » En ce qui concerne l'« excellence », il faudrait pouvoir accentuer la compétition entre les universités.

D'un côté, les pôles d'excellence seront

d'avantage financés par le ministère selon leur ouverture à leur environnement (comprenez par là leur environnement économique). Ainsi, les facs de Lyon, Pau, Grenoble, Bordeaux, etc, sont amenées à se partager 2 milliards d'euros supplémentaires. Et de l'autre, des universités se trouvent sous financées, reléguées au rang de « facs-poubelles ». Et, comme par hasard, il s'agit le plus souvent des établissements centrés sur les sciences humaines et pluridisciplinaires.

Finalement, l'autonomie n'est donc qu'une façade, puisque les budgets des universités tendent à dépendre des liens tissés avec les entreprises locales.

**POUR NOUS, C'EST CLAIR : NI SÉLECTION, NI  
HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION, NI  
PRIVATISATION !  
LE SAVOIR N'EST PAS À VENDRE !**

**POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, GRATUITE,  
CRITIQUE ET POPULAIRE !**

